



Communiqué

31 août 2021

Biodiversité : au-delà des surfaces à protéger, comment et par qui doit se faire sa conservation ?



SOUS EMBARGO JUSQU'AU 2 SEPTEMBRE 2021 À 01h01 (HEURE DE PARIS)

En amont de la 15e conférence des Nations Unies sur la biodiversité, plusieurs États se sont engagés à créer des aires protégées sur au moins 30 % de leurs territoires terrestres et marins d'ici à 2030. **Cette tendance à se concentrer sur la proportion des terres et mers à protéger pour préserver la biodiversité occulte des questions plus fondamentales : comment et par qui doit se faire cette conservation ?** Ces questions sont pourtant cruciales pour permettre une conservation efficace de la biodiversité. Ainsi, pour que nos efforts ne soient pas vains, **il ne suffit pas de se concentrer sur ce qu'il faut conserver ou sur la surface à conserver, mais se questionner sur la manière dont la conservation est effectuée et par qui peut s'avérer encore plus important.**



Holladay Photo : communauté Kahana, Koolauloa, Oahu, pratiquant une pêche traditionnelle hawaïenne appelée Hukilau

Les facteurs à l'origine du succès de projets de conservation sont encore difficiles à identifier. Ces dernières années plusieurs études ont ainsi cherché à comprendre le fonctionnement de la conservation. **Mais, c'est la première fois qu'une équipe de recherche internationale a étudié la manière dont la gouvernance - la gestion et la prise de décision en matière de conservation - affecte à la fois la nature et le bien-être des peuples autochtones et les communautés locales.**

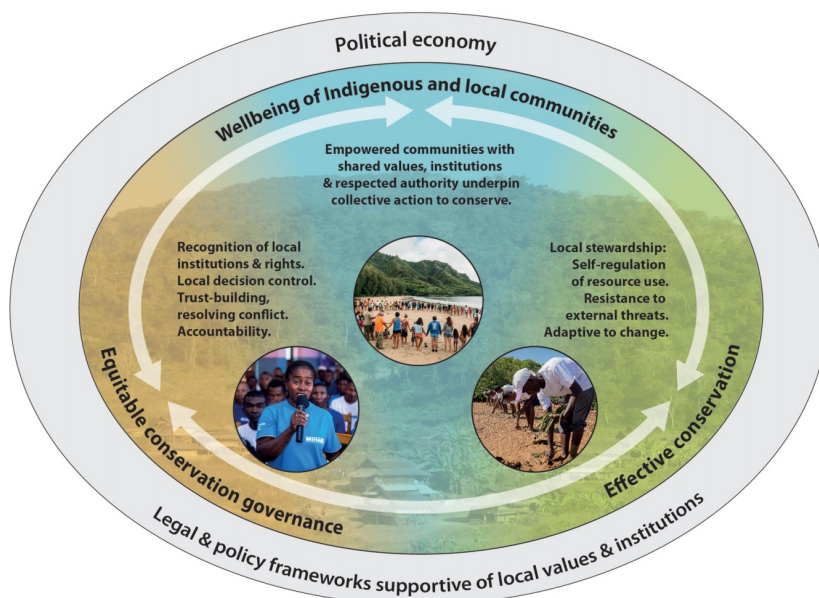
Ces travaux sont en partie issus du projet de recherche [JustConservation](#) financé par la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB) au sein de son Centre de synthèse et d'analyse sur la biodiversité (CESAB) et ont été initiés par la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales de l'Union internationale pour la conservation de la nature (CPEES de l'UICN). Ils sont le fruit de la collaboration entre 17 scientifiques, dont des chercheurs de l'École européenne de sciences politiques et sociales (ESPOL) de l'Université Catholique de Lille et de l'Université de East Anglia (UK). Ils font l'objet d'une publication, à paraître le 02/09/2021 dans la revue Ecology and Society.

Après avoir passé en revue plus de 3 000 publications, les chercheurs en ont identifié 169

traitant de l'influence de différentes formes de gouvernance sur les résultats de la conservation. Ils révèlent un contraste frappant entre les résultats issus de la conservation sous le contrôle « local » des peuples autochtones et communautés locales, et les résultats de la conservation menée sous le contrôle « extérieur » des États, des ONG et des entreprises privées. **56 % des études sur la conservation sous contrôle « local » montrent des résultats positifs, tant pour le bien-être humain que pour la conservation.** Pour la conservation sous contrôle « extérieur », seul 16 % des études rapportent des résultats positifs et plus d'un tiers ont abouti à une conservation inefficace et des résultats sociaux négatifs. La principale explication de cette différence réside dans le fait que la conservation contrôlée localement peut produire une gestion active et collective de l'environnement. Lorsque les valeurs et les pratiques locales sont respectées et que les communautés locales jouent un rôle central dans la conservation, une vision commune du paysage peut être établie. Cela génère alors une mobilisation pour préserver, restaurer et défendre l'environnement.

Les résultats de cette étude véhiculent donc un message optimiste : une conservation équitable, qui renforce et soutient l'intendance environnementale des peuples autochtones et des communautés locales, est la principale voie vers une conservation efficace à long terme de la biodiversité, en particulier lorsqu'elle est soutenue par des lois et des politiques plus larges.

La reconnaissance et le soutien des institutions locales nécessitent une réorientation des activités des organisations et des gouvernements qui dominent actuellement les efforts de conservation au niveau mondial. Dr Neil Dawson, premier auteur de l'étude, conclut ainsi : "qu'il s'agisse de réserves de tigres en Inde, de communautés côtières au Brésil ou de prairies de fleurs sauvages au Royaume-Uni, les preuves sont bien là : **il est essentiel que les négociations politiques actuelles, en particulier celles de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB), reconnaissent le rôle central des peuples autochtones et des communautés locales dans la lutte contre le changement climatique et pour la conservation de la biodiversité**"



Le rôle central et indissociable des peuples autochtones et des communautés locales dans la conservation équitable et efficace de la biodiversité. Dans le sens des aiguilles d'une montre : Bien-être des peuples autochtones et des communautés locales – des communautés autonomes avec des valeurs partagées, des institutions et une autorité respectée soutiennent l'action collective de conservation ; Conservation efficace – intendance locale : autorégulation de l'utilisation des ressources, résistance aux menaces extérieures, adaptation au changement ; Gouvernance équitable de la conservation – reconnaissance des institutions et des droits locaux, contrôle des décisions locales, établissement de la confiance et résolution des conflits, responsabilité. L'illustration a été créée par Andy Wright www.madebyawdesign.com. Les images proviennent du réseau MIHARI <http://mihari-network.org> (discours d'une pêcheuse et reboisement de la mangrove à Belo-sur-Mer, dans le sud-ouest de Madagascar), et Holladay Photo (communauté Kahana, Koolauloa, Oahu, pratiquant une pêche traditionnelle hawaïenne appelée Hukilau). (Source : Dawson et al., 2021).

Ces dernières années, de nombreuses études ont cherché à mieux comprendre le fonctionnement de la conservation en s'intéressant aux dimensions sociales et politiques en plus de la dimension écologique. Les travaux de l'**ipbes** notamment, pionniers en la matière, s'appuient non seulement sur les sciences naturelles, mais également sur les sciences sociales et humaines, ainsi que sur des connaissances autochtones et locales.

- **Référence de l'article**

Neil M. Dawson, Brendan Coolsaet, Eleanor Sterling, Robin Loveridge, Nicole Gross-Camp, Supin Wongbusarakum, Kamaljit K. Sangha, Lea M. Scherl, Hao Phuong Phan, Noelia Zafra-Calvo, Warren G. Lavey, Patrick Byakagaba, C. Julian Idrobo, Aude Chenet, Nathan Bennett, Stephanie Mansourian, Francisco Rosado-May (2021) **The role of Indigenous Peoples and local communities in effective and equitable conservation**. Ecology and Society.

- **Financeurs**

FRB, IUCN CEESP, Darwin Initiative.

- **Partenaires**

European School of Political and Social Sciences (ESPOL) – Université Catholique de Lille, University of East Anglia (Royaume-Uni), Royal Botanic Garden Edinburgh (Royaume-Uni), University of York (Royaume-Uni), University College London (Royaume-Uni), University College London (Royaume-Uni), Basque Centre for Climate Change (Espagne), Charles Darwin University (Australie), University of British Columbia (Canada), IUCN CEESP (Canada), The Pacific Community (Nouvelle-Calédonie), University of Illinois (USA), Makerere University (Ouganda), Universidad Intercultural Maya de Quintana Roo (Mexique), University of Geneva (Suisse).

- **Plus d'informations sur la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB)**

La **FRB** est une fondation de coopération scientifique dont les missions sont de promouvoir la recherche sur la biodiversité, de mobiliser l'expertise publique et privée autour des enjeux de recherche et de communiquer sur les résultats de la science. Programme phare de la FRB, le **Cesab** (Centre de synthèse et d'analyse sur la biodiversité) est une structure de recherche au rayonnement international dont l'objectif est de mettre en œuvre des travaux innovants de synthèse et d'analyse des jeux de données déjà existants dans le domaine de la biodiversité. Le centre, localisé à Montpellier accueille chaque année de nombreux chercheurs, issus de tous les continents.

- **Plus d'informations sur l'Université Catholique de Lille**

Créée en 1875, l'**Université Catholique de Lille** est un établissement pluridisciplinaire qui fédère 5 Facultés, 20 Écoles, Grandes Écoles et Instituts et un groupement hospitalier. Plus grande université privée à but non lucratif de France, elle fonde ses actions dans le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, et celui du soin. Offrant à ses 35 000 étudiants une formation intégrale, à la fois scientifique, technique, professionnelle, humaine et spirituelle, elle permet à chacun de construire son projet professionnel mais aussi personnel, son projet de vie. L'Université compte 270 filières de formation : Droit, Économie, Gestion, Management – Sciences Politiques, Relations Internationales – Lettres et Sciences humaines, Théologie, Éthique, Pédagogie – Santé, Social – Sciences, Technologies, Numérique – Innovation & Design Thinking. Humaniste et ouverte à la diversité, l'Université Catholique de Lille s'inscrit dans un territoire qui la porte autant qu'elle cherche à le faire réussir. Avec la créativité et l'innovation comme fils conducteurs, elle participe, en lien étroit avec ses partenaires, à la construction du monde de demain par ses projets de recherche, d'entrepreneuriat, d'inclusion des populations les plus vulnérables et de transition énergétique et sociétale.

Contact presse - Pauline Coulomb

pauline.coulomb@fondationbiodiversite.fr - 01 80 05 89 21 (renvoi vers un portable)

Interview des chercheurs possible pour :

Neil Dawson (en anglais) - neil.dawson@uea.ac.uk
Brendan Coolsaet (en français) - brendan.coolsaet@univ-catholille.fr

info

195 rue Saint-Jacques, 75005 Paris, FRANCE • www.fondationbiodiversite.fr

